

Jeudi 4 juin, l'Observatoire a publié le Baromètre prospectif 2026. Tous les documents et les productions relatifs à cette publication sont accessibles sur son site internet, sa chaîne YouTube et son compte Spotify.

1^{ères} estimations de l'évolution des effectifs de l'assurance au 31/12/2025

*Comme chaque année, le Baromètre prospectif présente les **premières estimations** de l'évolution des effectifs de l'assurance telles qu'issues **des premiers retraitements de l'enquête annuelle** pilotée par l'Observatoire et France Assureurs sur les métiers, les rémunérations et les formations des salariés des sociétés d'assurance. Ces premières estimations précèdent le Rapport sur les Métiers et les formations des salariés de l'Assurance (ROMA) qui consolide les données socioprofessionnelles de l'ensemble des adhérents de France Assureurs. Cette année, ces données seront rendues publiques le 15 octobre.*

A ce stade, les réponses obtenues représentent environ **95%** des salariés des entreprises adhérentes de France Assureurs.

Sur cette base, il apparaît que l'année 2025 s'inscrit dans la continuité d'un secteur assurantiel qui demeure créateur d'emplois même si la dynamique observée ces dernières années marque un léger ralentissement. Au 31 décembre, **les sociétés d'assurance employaient 162 300 salariés**, soit une progression de 0,6 % des effectifs dans un contexte économique moins porteur depuis 2024.

Cette évolution s'accompagne d'un infléchissement du **rythme des recrutements** : après huit années de hausse continue, ceux-ci diminuent pour la deuxième année consécutive. En 2023, 20 600 salariés présents au 31 décembre avaient rejoint leur entreprise au cours de l'année ; ils étaient 20 100 en 2024 (- 2,5 %) et **18 400 en 2025** (- 8,6 %), un niveau qui ramène les embauches à celles observées en 2022. La croissance des effectifs se concentre dans les métiers-cœur de l'assurance ainsi que dans ceux liés à la gestion et à la maîtrise des risques et aux projets d'organisation et de transformation de l'entreprise.

L'alternance, quant à elle, continue de jouer un rôle structurant dans les politiques de recrutement du secteur malgré la réduction des dispositifs publics de soutien. Au 31 décembre 2025, **environ 7 100 alternants** étaient en poste dont **4 500 nouvellement recrutés** au cours de l'année. Cela représente environ 400 contrats non renouvelés traduisant une baisse de 8,4 % des recrutements d'alternants, plus marquée que celle observée au niveau interprofessionnel (- 5,0 %, source : DARES). Pour autant, **les alternants représentent toujours un quart des recrutements annuels ce qui témoigne de l'importance stratégique de ce vivier pour les sociétés d'assurance.**

Baromètre prospectif 2026

Un secteur performant confronté à des mutations structurelles

Le marché français de l'assurance confirme sa position de leader européen avec un chiffre d'affaires de 307 milliards d'euros en 2025 (+ 9,6%). La branche professionnelle des sociétés d'assurance emploie 162 300 salariés au 31 décembre 2025. Cette bonne santé économique et sociale s'accompagne toutefois de transformations structurelles qui redéfinissent en profondeur les activités, les métiers et les compétences du secteur.

L'intelligence artificielle (IA) : une transformation en accélération

L'adoption de l'IA s'accélère dans les grandes entreprises d'assurance. Principalement utilisée pour l'analyse de données et la détection de fraude, elle automatise progressivement les tâches de *reporting* et transforme les processus opérationnels. Cette évolution génère de nouveaux rôles hybrides et exige une polyvalence accrue des collaborateurs. L'enjeu majeur réside dans le renforcement du pilotage humain, la consolidation de l'esprit critique et la prévention de la perte des savoirs métiers. Une attention particulière doit être portée sur la santé mentale des salariés et l'employabilité des jeunes diplômés.

Les catastrophes climatiques : un risque devenu systémique

La normalisation de la sinistralité climatique impose de réinventer l'offre assurantielle avec des contrats paramétriques, d'investir massivement dans la prévention et de développer une expertise climatique pointue. Les métiers de la conception, de la souscription, de la prévention et de l'indemnisation évoluent pour intégrer la modélisation des risques climatiques et la tarification dynamique. Les organisations doivent gagner en flexibilité avec des équipes mobilisables rapidement et des effectifs spécialisés renforcés.

Le vieillissement démographique redéfinit les besoins

Les besoins assurantiels évoluent radicalement. Les assurés expriment des inquiétudes croissantes sur l'accès aux soins, l'épargne-retraite et la dépendance. Les sociétés d'assurance doivent adopter une approche globale intégrant vie, santé et prévoyance dans une logique continue d'accompagnement. Les métiers de la gestion des prestations, de la conception de l'offre et de la souscription intègrent les risques de longévité et dépendance. En interne, l'enjeu porte sur l'accompagnement des carrières longues et la transmission des compétences.

Digitalisation et conformité renforcée, nouveaux risques émergents

L'évolution des exigences réglementaires transforme les métiers du contrôle interne et de la conformité. La digitalisation permet l'automatisation des vérifications, la veille réglementaire en temps réel et améliore la détection des fraudes. Les directions du contrôle interne évoluent vers la diffusion d'une culture de conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs tandis que de nouveaux rôles émergent pour auditer et superviser les processus automatisés. Cette transformation nécessite une collaboration inter-équipes renforcée et impacte particulièrement les métiers de la distribution, de la souscription et du contrôle.

Les tensions géopolitiques : un facteur émergent

Si elles impactent prioritairement les multinationales de l'assurance, les tensions géopolitiques modifient progressivement l'offre : développement de l'assurance des risques politiques, adaptation des contrats transport/logistique, tarification dynamique selon les zones à risque, et couverture des cyber-risques géopolitiques. Pour les assureurs nationaux, c'est surtout l'instabilité politique interne qui génère inconfort et difficultés de gestion prévisionnelle.